

MAIRIE D'AUZANCES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Délibération n° 2022 – 26 en date du 20 Juin 2022
portant demande de remboursement aux propriétaire d'un terrain des
frais occasionnés suite à la procédure de mise en demeure
mise en œuvre pour son non-entretien

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	1
Votants	13
Exprimés	13
Pour	13
Contre	0
Abstentions	0

L'an deux mille vingt-deux, le vingt Juin à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune d'Auzances, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie d'Auzances, sous la présidence de Madame Françoise SIMON, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 7 Juin 2022

Présents : Françoise SIMON, Caroline LE CORRE, Leilha BERTHON, Georges DIONNET, Serge DESBOUDARD, Christian SCARAMUCIA, Jean-Pol GILBERT, Christine BICHON-MOREL, Françoise SUDI GUIRAL, Marie-Claude BOUGNOUX, Delphine DIONNET, Jean-Pascal HELION.

Absents / Excusés : Chrystelle VAXIVIERE, Bastien GENDRAUD, Fabien JAMME

Pouvoirs : Chrystelle VAXIVIERE à Leilha BERTHON

Secrétaire de séance : Françoise SUDI-GUIRAL

Madame le Maire donne lecture au Conseil Municipal de l'article L2213-25 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« Faute pour le propriétaire ou ses ayants droit d'entretenir un terrain non bâti ou une partie de terrain non bâtie situé à l'intérieur d'une zone d'habitation ou à une distance maximum de 50 mètres des habitations, dépendances, chantiers, ateliers ou usines lui appartenant, le maire peut, pour des motifs d'environnement, lui notifier par arrêté l'obligation d'exécuter, à ses frais, les travaux de remise en état de ce terrain après mise en demeure.

Si, au jour indiqué par l'arrêté de mise en demeure, les travaux de remise en état du terrain ou de la partie de terrain prescrits n'ont pas été effectués, le maire peut faire procéder d'office à leur exécution aux frais du propriétaire ou de ses ayants droit.

Si le propriétaire ou, en cas d'indivision, un ou plusieurs des indivisaires n'ont pu être identifiés, la notification les concernant est valablement faite à la mairie. »

MAIRIE D'AUZANCES
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Madame le Maire rappelle ensuite au Conseil Municipal le problème de non entretien de la parcelle cadastrée AB 60 située Avenue Georges Clémenceau et appartenant à Messieurs Alain et Gérard TAULELLE, domiciliés 14 rue Ranque 13001 MARSEILLE.

Cette situation apportait des nuisances aux voisins et représentait un danger potentiel pour la sécurité et la salubrité du quartier (incendie, faune diverses dont reptiles, renards, etc...). Le label d'un gîte à proximité était même remis en question.

Madame le Maire explique qu'après plusieurs courriers restés sans réponse, puis d'autres non retirés, elle a sollicité un constat d'huissier pour l'état de ce terrain (cabinet Syslaw), puis une remise en mains propres de ce dernier à Messieurs Taulelle par un cabinet d'huissier de Marseille avec un courrier leur indiquant que sans réaction de leur part, elle se verrait dans l'obligation de prendre un arrêté de mise en demeure qui lui permettra de faire réaliser ces travaux d'entretien, d'office et à leurs frais.

Messieurs Taulelle ont refusé de prendre le pli présenté par les huissiers de Marseille et ne sont pas allés le retirer non plus.

Après avoir pris conseil auprès de Madame la Préfète, le 8 Février 2022, Madame le Maire indique qu'elle a donc pris l'arrêté n° 12-2022 mettant en demeure un propriétaire à réaliser l'entretien de son terrain en zone d'habitation ; elle ajoute qu'elle a tout de même tenté une dernière fois une solution amiable par l'envoi d'un courrier simple à Messieurs Taulelle, qui est resté sans suite.

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'elle a donc commandé les travaux de nettoyage de ce terrain au SIVOM Auzances Bellegarde pour un montant de 3 312, 00 € TTC.

Madame le Maire fait également part au Conseil Municipal des autres dépenses réalisées pour cette affaire : honoraires du cabinet d'huissiers de Marseille 100 € TTC – honoraires du Cabinet Syslaw : 282 € TTC.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide de demander le remboursement d'une somme totale de 3 694, 00 € à Messieurs Alain et Gérard Taulelle.
- autorise Madame le Maire à réaliser toutes démarches utiles et à signer tous documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

Certifié exécutoire,
A Auzances, le 20 Juin 2022
Le Maire,

Françoise SIMON.

